



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 13 – vendredi 31 mars 2023

En bref

Nigéria : Le nombre de transactions en eNaira bondit en raison de la pénurie d'argent liquide ; Les transferts de fonds de la diaspora devraient s'accroître en 2023 ; Le Nigéria doit continuer à optimiser ses recettes hors pétrole pour mieux maîtriser son déficit et sa dette ; Le PEDEC publie son classement des Etats fédérés selon la facilité d'entreprendre.

LE CHIFFRE À RETENIR

+15,3 %

C'est l'augmentation des importations de champagne au Nigéria en 2022 par rapport à l'année précédente (soit 644 000 bouteilles au total).

Ghana : Lutte contre l'inflation : une nouvelle hausse du taux directeur de la Banque centrale à 29,5 % et un retour du taux de réserves obligatoires à 14 % ; Accord FMI : des progrès notoires et une perspective positive de signature avant l'été.

Nigéria

Le nombre de transactions en eNaira bondit en raison de la pénurie d'argent liquide

Dans un contexte de pénurie d'argent liquide, les transactions de eNaira, la monnaie digitale de la Banque centrale du Nigéria (CBN), ont augmenté de 63 % par rapport à l'année passée. A la fin de l'année 2022, la CBN avait annoncé le rappel des anciens billets de banque et la mise en circulation de nouvelles coupures pour lutter

contre les faux, réduire l'excès de liquidité et améliorer l'efficacité de la politique monétaire. En février, la CBN avait récupéré 1 900 Md NGN (4,2 Md USD) sur les 3 230 Md NGN (7,1 Md USD) en circulation. Si le Gouverneur de la CBN Godwin Emefiele s'est félicité de ces résultats, les retards de distribution de nouveaux billets ont entraîné une pénurie d'argent liquide, qui s'est aggravée au fil des semaines. Ainsi, davantage de Nigériens se sont tournés vers la monnaie numérique de la CBN, le eNaira, jusqu'alors peu populaire. Cette monnaie virtuelle a été mise en circulation en octobre 2021, faisant du Nigéria le deuxième pays du monde à rendre opérationnelle une monnaie numérique banque

centrale, après les Bahamas. Alors que le taux d'adoption des cryptomonnaies par les internautes nigériens est le deuxième du monde (29 %), après l'Inde (30 %), en novembre 2022, [le nombre de e-wallets n'avait pas dépassé les 1 million, un an après son lancement](#). Au cours des six derniers mois cependant, 13 millions de e-wallets ont été ouverts et la valeur des transactions atteint désormais 22 Md NGN, soit 48 M USD. Malgré ces progrès, la majorité de la population, en particulier des micro-entreprises, dépendent fortement de l'argent liquide : 90 % des transactions de l'économie informelle se font en liquide – d'où l'infléchissement concédé par la CBN, qui a récemment autorisé de nouveau l'utilisation des anciens billets.

Les transferts de fonds de la diaspora devraient s'accroître en 2023

[Selon un rapport de Western Union publié récemment, les transferts de fonds depuis l'étranger vers le Nigéria par la diaspora sont de moins en moins en mesure de couvrir les besoins des destinataires](#). Ce flux représentait 21 Md USD en 2022, faisant du pays le premier d'Afrique en matière de « rémittances », et le neuvième au monde. Ce chiffre actait un retour au niveau de 2019, après une baisse marquée en 2020 (16 Md USD). Selon Western Union, le volume pourrait encore croître en 2023 en raison d'une hausse des besoins liés à l'inflation, et ce malgré la conjoncture économique globale qui affecte négativement les émetteurs. Les fluctuations de la naira par rapport au dollar causent également des ralentissements ou, à l'inverse, des accélérations des transferts de manière brutale, au gré des cours de la monnaie nigérienne au marché parallèle. Le lancement par Western Union du Global Money Transfer Index vise à évaluer les pratiques des consommateurs nigériens, pour éventuellement faire évoluer l'offre de services, dans un cadre de digitalisation accrue via les paiements mobiles.

Le Nigéria doit continuer à optimiser ses recettes hors pétrole pour mieux maîtriser son déficit et sa dette

[Un groupe d'experts a invité le gouvernement fédéral à améliorer les recettes publiques non pétrolières pour réduire le déficit fiscal et la dette publique](#). Ceux-ci ont également appelé la Banque centrale du Nigeria (CBN) à se pencher davantage sur les politiques de contrôle des capitaux et sur la multiplicité des guichets de change. Les experts ont par ailleurs plaidé pour que le gouvernement fédéral lance des réformes audacieuses dans le régime commercial et le secteur agricole, ainsi que pour faciliter les investissements, afin de promouvoir l'exportation de services, la diversification de l'économie et une croissance plus riche en emplois. Ils ont enfin conseillé aux autorités fiscales et monétaires d'exploiter les nombreux avantages de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Ces suggestions répondent à l'introduction par la CBN du programme RT200 FX, qui vise à accumuler 200 Md USD exclusivement à partir d'exportations non pétrolières au cours des 3 à 5 prochaines années, ainsi qu'à renforcer le potentiel du secteur non pétrolier, pour que celui-ci devienne une source majeure de recettes en devises et le moteur futur de la croissance économique nigérienne. A l'heure actuelle, le secteur pétrolier réalise toujours l'essentiel des exportations.

Le PEBEC publie son classement des Etats fédérés selon la facilité d'entreprendre

Depuis 2017, le Conseil présidentiel pour un environnement favorable aux entreprises (PEBEC) contribue à mettre en œuvre des réformes visant à alléger les contraintes administratives qui pèsent sur les entreprises. [La nouvelle édition de son rapport identifie les principaux défis qui restent à relever, ainsi que les réformes prioritaires pour rendre l'environnement des affaires plus propice aux entreprises et aux investisseurs](#). Fondé en partie sur des avis internationaux, le rapport comporte

six indicateurs : infrastructures, environnement sûr et stable, transparence et accessibilité de l'information, environnement réglementaire, compétences, main-d'œuvre et opportunités économiques. Il conclut à eu une amélioration de la satisfaction concernant la facilité de faire des affaires au Nigeria par rapport à 2021. Il enregistre notamment une progression en matière d'infrastructures et de stabilité de l'environnement. Les entreprises des secteurs de l'agriculture, des transports et de la construction affichent les taux de satisfaction les plus élevés, tandis que les secteurs de la santé, des loisirs et du tourisme se montrent moins satisfaits.

Ghana

Lutte contre l'inflation : une nouvelle hausse du taux directeur de la Banque centrale à 29,5 % et un retour du taux de réserves obligatoires à 14 %

Ce lundi, la Banque centrale du Ghana a annoncé une nouvelle augmentation de son taux directeur de 150 points de base à 29,5 %. Alors que les marchés anticipaient un taux directeur stable à 28 %, le Comité de politique monétaire (MPC) a justifié sa décision par la nécessité d'ancrages des anticipations d'inflation vers la cible de moyen terme fixée à 8 ± 2 %. C'est la septième hausse consécutive du taux directeur depuis mars 2021. Malgré ce constat, les pressions inflationnistes ne se sont que faiblement

modérées, atteignant 52,8 % en février après 53,6 % en janvier, et un plus haut sur deux décennies atteint en décembre 2022 à 54,1 %. Par ailleurs, une augmentation du taux de réserves obligatoires déposées par les banques commerciales auprès de la Banque centrale du Ghana a également été annoncée. Alors que ce taux avait été abaissé à 12 % en décembre pour protéger les banques impliquées dans le programme d'échange de dette domestique (DDEP), il s'établira à nouveau à 14 % dès le 15 avril.

Accord FMI : des progrès notables et une perspective positive de signature avant l'été

Dans le cadre des négociations pour le versement d'un prêt à hauteur de 3 Md USD par le FMI au Ghana, le Club de Paris, la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite et la Turquie se sont accordés pour la formation du prochain comité officiel des créanciers. A ce titre, les créanciers ont exprimé pouvoir être en mesure de fournir leurs garanties financières au FMI pour le Ghana. Cela pourrait permettre la présentation de l'accord FMI – subordonné à la restructuration de la dette ghanéenne domestique comme externe – au conseil d'administration de l'entité de Bretton Woods au début du mois de mai 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international